

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 1 (1994)
Heft: 2

Artikel: Rückspiegel = Échos
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-4285>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

RÜCKSPIEGEL / ÉCHOS

«LA POLITIQUE DES DROITS. CITOYENNETÉ ET PRODUCTION DES GENRES XIXE ET XXE SIÈCLES».

Colloque organisé à l'Université de Lausanne par Hans Ulrich Jost, Prof. d'histoire contemporaine, Monique Pavillon et François Vallotton, les 8 et 9 octobre 1993

Prolongeant une réflexion collective sur la construction des genres entamée lors d'un premier colloque sur les différentes modalités d'existence de l'espace public féminin,¹ Monique Pavillon et François Vallotton ont organisé en octobre dernier, sous la responsabilité du Prof. H.U. Jost de l'Université de Lausanne, une deuxième rencontre avec des personnalités provenant de différents pays et travaillant dans les disciplines historique, juridique et littéraire. Le thème choisi «La politique des droits. Citoyenneté et production des genres au 19e et 20e siècles» s'inscrit dans une volonté de sortir d'une pratique trop réductrice connue sous le nom d'«histoire des femmes» en interrogeant les fondements même de la société bourgeoise qui, bien qu'elle repose sur l'universalité du droit naturel, refuse l'application de celui-ci à la majeure partie de la population.

Ce cadre épistémologique a tout d'abord été développé par Joan Scott, dont la communication a inauguré ce colloque. Selon l'historienne américaine, qui envisage sa problématique sous l'angle du «paradoxe», le féminisme est à lire comme le produit des contradictions mêmes de la théorie démocratique libérale. En effet, si l'individualisme abstrait postule le dépassement des indicateurs sociaux (naissance, fortune, statut) et physiques (sexe et couleur de la peau) discriminatoires, il peut aussi être utilisé comme norme d'exclusion en définissant en termes de non-individus tous ceux qui divergent de la figure considérée comme universelle: ce problème s'est posé dès la Révolution française, non seulement pour les femmes, mais également pour différents «Autres» comme les Juifs ou les Noirs (Eléni Varikas). A cela s'ajoute la nécessité de penser l'individualisme de manière relationnelle, c'est-à-dire de définir le caractère distinct et unique d'un individu par rapport à un autre. Ainsi, c'est dans cette tension entre promesse des droits universels et importance de la différence que le féminisme va s'articuler comme mouvement politique, un espace charnière qu'Anna Rossi-Doria met au coeur de sa réflexion sur la pensée suffragiste des anglaises et des américaines et sur l'urgence de redéfinir les fondements mêmes de la démocratie.

178 ■ C'est dès la fin du 18e siècle que la pensée féministe va tenter d'élaborer langages et

arguments nouveaux qui tentent de joindre les deux pôles de l'égalité et de la différence. Au travers d'exemples historiques concrets pris en France (Michèle Riot-Sarcey), Belgique (Eliane Gubin), Angleterre (Anne Summers), Canada (Andrée Lévesque), Italie (Simonetta Soldani), ce colloque a permis d'une part, de confronter les logiques et leurs applications, alors que, d'autre part, il a mis en perspective les conceptions différenciées de la citoyenneté issues de contextes analogues (pays capitalistes industrialisés), mais dotés de traditions nationales et/ou religieuses spécifiques.

Dans un autre domaine, trois communications ont analysé les différents mécanismes de l'exclusion des femmes sur le plan juridique. L'attention des auteurEs s'est ainsi portée sur les débats autour de l'élaboration ou de la révision des Codes civils nationaux. Faut-il voir, à travers les cas de figure décrits, un nouveau décalage entre une logique politique «égalitaire» et une logique juridique «différencialiste»? C'est autour de cette question que Régine Beauthier pour la Belgique et Patricia Schulz pour la Suisse ont argumenté. Et dans quelle mesure peut-on relier l'évolution du droit, et notamment du droit matrimonial, avec les transformations de la fonction économique des femmes au 19e et début du 20e siècles? Hans Ulrich Jost a mis en avant le fait que, grâce à des normes juridiques différenciées, l'espace économique des femmes est déconnecté des règles générales et fonctionne comme un *Hinterland* très profitable au dynamisme capitaliste. Appliquant le même type d'interrogation au domaine littéraire, l'écrivaine Thérèse Moreau a suivi à la piste, sous la métaphore de «monnaie vivante», la circulation des femmes et de l'argent dans l'oeuvre d'Emile Zola.

Si ce «workshop» s'est révélé très stimulant de par la multiplicité des grilles d'approche proposées, il a surtout prouvé aux participantEs l'intérêt d'une démarche comparative. Les exemples fournis ont ainsi permis de mesurer la pluralité des discours féministes tout en montrant la nécessité de les replacer dans le cadre plus large d'une histoire du Politique.

Les Actes des deux journées de ce colloque (douze contributions) paraîtront au début de l'été 1994. Les commandes sont à adresser au Prof. H.U. Jost, Université de Lausanne, Section d'Histoire, BFSH2, 1015 Lausanne.

Monique Pavillon et François Vallotton

1 *Lieux de femmes dans l'espace public 1800-1930*, Actes du colloque à l'Université de Lausanne 11-12 nov. 1991 publ. par Monique Pavillon et François Vallotton, Lausanne 1992 (Histoire et Société contemporaines sous la direction du Prof. H. U. Jost 13).

NEUER INDUSTRIEKULTURPFAD ZWISCHEN WETTINGEN UND WINDISCH GEPLANT



Werkhofstimmung 1893: BBC-Mitarbeiter gehen zur Mittagspause

Im Frühjahr 1993 wurde in Baden der Verein «Industriekulturpfad Limmat-Wasserschloss» gegründet. Damit hat neben dem Zürcher Oberland und Solothurn nun auch der (Ost-)Aargau einen ersten Schritt gemacht, um, so die Initiatoren, ein «breiteres allgemeines Verständnis für eine zu Ende gehende Epoche der Industriekultur» zu schaffen.

Die Idee entstand 1991, als die Badener «Städtischen Werke» ihr 100-Jahr-Jubiläum begingen und gleichzeitig das durch einen stilvollen Neubau erweiterte Historische Museum Baden sich des Themas Industriekultur anzunehmen begann. Der Direktor der städtischen Werke, Conrad Munz, hatte schon 1977 Sinn für Industriegeschichte gezeigt, als er im alten Maschinenhaus des Kraftwerks Kappelerhof ein Museum einrichten liess. Der neue Leiter des Badener Museums, Bruno Meier, Historiker aus der Schule des Zürcher Mediävistik-Professors Roger Sablonier, trat sein Amt mit einem neuen Konzept an: Das Programm des neuen Museums ist ganz auf die Darstellung der Industriekultur ausgerichtet, auf die Geschichte von Technik und Arbeit, von wirtschaftlichem und sozialem Wandel. In diesem Umfeld bildete sich eine hochmotivierte siebenköpfige Initiantengruppe, die 1992 Ziele, Konzept und

180 ■ Arbeitsweise des Vereins erarbeitete. Sie stellt nun auch sechs von acht Mitgliedern

des Vorstands: Neben Munz und Meier sind es Andreas Steigmeier, Badener Lokalhistoriker, Verfasser einer Geschichte der Städtischen Werke und Co-Autor der kürzlich erschienenen «Geschichte des Aargaus», Peter Beyeler, freisinniger ETH-Ingenieur der NOK von Baden, Norbert Lang, Maschineningenieur bei der ABB aus Nussbaumen, der den Verein präsidiert, und Beat Wartmann, Ingenieur aus Brugg. Weitere Vorstandsmitglieder sind Silvia Siggenthaler, promovierte Kunsthistorikerin, und Rolf Weber, Architekt aus Kirchdorf. Zum raschen Gelingen des Projekts trug nicht nur bei, dass 1991 historische Projekte allgemein auf gutes Echo stiessen, sondern auch dass die Behörden von Baden ihrem neuen Historischen Museum viel Goodwill, also eine gute Presse und reichlich Finanzen, auf den Weg gaben.

Im Raum zwischen Windisch, dem Wasserschloss (= Zusammenfluss von Aare, Reuss und Limmat), Baden und Wettingen findet sich eine Fülle von industriegeschichtlich interessanten Objekten und Museen mit Bezug zur Industriegeschichte, z.B. die Spinnerei Kunz in Windisch, das Fabrikareal der Coats Stoppel AG in Untersiggenthal oder das Krafwerk Kappelerhof in Baden sowie das bereits erwähnte Historische Museum.

Anlässlich der Vereinsgründung zeigte Hans-Peter Bärtschi mit Dias einige wichtige Erfahrungen des Industrielehrpfads im Zürcher Oberland auf, und der Stadtpräsident sprach von der Industrialisierung als «wichtigem Kapitel menschlicher Kultur». Im übrigen war der Akt reine Formsache ohne auch nur einen Anflug von Meinungsunterschieden und entsprechend keiner einzigen Wortmeldung, dafür umso mehr Applaus, doch immerhin getragen von liberalem Geist und Verantwortungsgefühl für die lokale Vergangenheit.

Willy Nabholz (Ennetbaden)

POMPEJI WIEDERENTDECKT ANTIKE UND COMPUTERTECHNOLOGIE

Eine Ausstellung im Basler Antikenmuseum (bis 31. Juli)

Viel Aufmerksamkeit findet die im März angelaufene Ausstellung über das antike Pompeji im Basler Antikenmuseum. Die ausgestellten Objekte zeichnen nur teilweise für das rege Interesse verantwortlich, obwohl sie in ihrer verblüffenden Unversehrtheit immer wieder überraschen: Mehr als 200 Gegenstände aus Kunst und Alltag, zahlreiche Malereien, ganze architektonische Ensembles, selten zu sehende Resultate jüngerer Ausgrabungen aus dem hochberühmten archäologischen Areal. Die Attraktion ist indes der Einsatz des Computers für neue Formen der Erschliessung des Materials und zur Erzielung einer möglichst besucherfreundlichen Darbietung.

«23 Multimedia-Computerstationen», begeistert sich Andrea Bignasca, wissenschaftlicher Betreuer in Basel, «die sehr einfach zu bedienen sind, begleiten die Besucher auf ihrer langen Reise durch die Vergangenheit. Man berührt speziell markierte Felder auf dem Bildschirm und bekommt blitzartig eine Flut von Farbbildern und Erklärungen: der Vesuvausbruch, die Schriftquellen, die Augenzeugenberichte, die Geschichte der Stadt, ihre Religion, ihre politische Organisation, der Alltag und auch die Geschichte der Wiederentdeckung, die Ausgrabungen und die Restaurierungen. Man wählt ein pompejanisches Gebäude auf dem Bildschirm aus, und schon kann man – wie mit der eigenen Videokamera – durch das Amphitheater, durch die Tempel und durch die Häuser spazieren. Man wandert durch die Fundkontexte der Objekte, die man anschliessend in den Vitrinen oder an den Wänden mit neuen Augen betrachtet. Die Computer ersetzen für einmal die traditionellen Dokumentationswände und ermöglichen auf spielerische Weise einen neuen Zugang zur Antike.» (MUSEUM!, Nr. 20, Februar 1994, S. 46.)

Nun –, ganz so einfach ist es nicht. Erster Eindruck im verdunkelten Raum des Untergeschosses, wo die Mehrzahl der Terminals aufgestellt sind: gedämpftes Piepsen von da und dort, herrührend von den durch Fingerberührung aktivierten Geräten. Im Hintergrund leuchten die Vitrinen, kleine und grössere Gegenstände. Die Mehrheit des Publikums – an einem wochentäglichen Abend nicht übermässig zahlreich – sammelt sich vor den Terminals: zum Teil im Alleingang, zum Teil paarweise, selten mehr als zwei Personen aufs Mal. Neugier und Unsicherheit sind spürbar, wie mit der noch wenig geläufigen Technologie umzugehen ist: Nach längerem Betrachten der bunten, aber stillstehenden Bildfläche zaghaftes Ausstrecken des Fingers: Aha, es läuft; eine Auswahl möglicher Vorgehensweisen und Themen spult ab; drei Sprachen stehen zur Wahl (Deutsch, Italienisch, Englisch). Die Farben sind ein wenig sossig, die Konturen leicht verschwommen («wie mit der eigenen Videokamera»); Texte erscheinen, man kann blättern von einer Seite zur nächsten: markierte Stichworte laden zu Exkursionen auf Nebenäste ein; diese verästeln sich bald aufs neue –, wo waren wir denn schon? Vereinzelt wird gelesen – ein wenig immerhin –, bevor die Ungeduld weitertreibt herauszufinden, was die kluge Maschine sonst noch kann. Wo die Alten zögern und brav zu begreifen suchen, zippen die Jungen mit beachtlicher Behendigkeit durch die Programme. Manchem geht es noch nicht schnell genug: Wenn der Bildwechsel auf sich warten lässt, wird energisch mit dem Finger gerieben.

Die Computertechnologie wurde seit den achtziger Jahren von der für die Ausstellung verantwortlich zeichnenden «Soprintendenza Archeologica di Pompei» in Zusammenarbeit mit IBM für eine Fülle von Zwecken eingesetzt, über die ein reich illustrierter Katalog informiert. Im wesentlichen ging es darum, nach dem Erdbeben von 1980 das wiederum gefährdete, durch langdauernde staatliche Vernachlässigung bereits schwer geschädigte Ausgrabungsgelände zu sanieren, umfassende

Bestandesaufnahmen anzulegen und neue Forschungen anzuregen. Der hohe Wert der Informatik für diese Arbeiten überzeugt unmittelbar. Die Ausstellung, die 1990 in New York startete und bereits in mehreren europäischen Städten zu sehen war, will dem Publikum diese Möglichkeiten über besucherfreundliche Anwendungen anschaulich machen, die in einer gewissen Analogie zu den wissenschaftlichen Datenbanken die Erschliessung und Verknüpfung von Information vorführen.

Was am einen Ort höchst sinnvoll ist, muss es am anderen nicht unbedingt sein. Wo der Wissenschaftler, die Wissenschaftlerin dank Informatik den Zugriff auf weit verstreute Informationen finden, soll sich hier ein jeder seine Führung selbst organisieren, mag auswählen, was ihn oder sie interessiert, ein wenig verweilen, weiterwandern. Das hat etwas für sich; angesichts einer parallel stattfindenden, mechanisch abrollenden personalen Führung vor stumm-ingeschüchterter Gruppe schneidet der Computer gar nicht so schlecht ab. Und doch: ob die Sache *so* funktioniert wie beabsichtigt, scheint mir vorerst zweifelhaft. Mit Sicherheit hilft raffinierte Technik dort nicht weiter, wo die Konzepte der Wissensvermittlung eher traditionell bleiben. Die Versammlung und jederzeitige Abrufbarkeit von Information ist für eine wissenschaftliche Datenbank zentral; die Besucherinnen und Besucher einer Ausstellung dürften vor der lexikalischen Anhäufung des Wissens schnell einmal kapitulieren. Überforderung und Langeweile drohen. Fragen spielen hier eine geringe Rolle; das ganze Wissen scheint im Kompaktus vorzuliegen, muss nur angezapft werden. Die Möglichkeiten, vor einem Terminal stehend längere, erklärende Texte zu lesen, sind indes auch für Lesegewohnte begrenzt. Dies gilt auch dann, wenn die Texte an sich informativ und einleuchtend aufgebaut sind (und das sind sie über weite Strecken). Ein Buch anschauen würde man doch lieber im bequemen Stuhl zu Hause. Und die ausgestellten Objekte? Die stehen ein wenig langweilig im Hintergrund und rühren sich nicht, während vorne der bunte Bilderbogen abspult. Mit leichtem Augenflimmern sucht man schliesslich Erholung vor den Vitrinen –, und entdeckt, dass die antiken Objekte ihre bewegliche Verdoppelung auf dem Bildschirm mühelos an Lebendigkeit übertreffen. Das hat immerhin etwas Beruhigendes.

Die computerisierte Animierung in Ausstellungen dürfte zweifellos in den nächsten Jahren zu einer regelmässigen Erscheinung werden, begleitet von der diskreten Schleichwerbung der Sponsor-Firmen. Ein jüngeres Ausstellungspublikum wird schnell damit umgehen lernen, was die technische Beherrschung betrifft. Über die Möglichkeiten, damit eine aktive Auseinandersetzung zu unterstützen, wird man sich noch einige Gedanken machen müssen.

Die sehenswerte Ausstellung bleibt bis zum 31. Juli im Basler Antikenmuseum (St. Albangraben 5, geöffnet Dienstag bis Sonntag: 10–17 Uhr).

Mario König (Zürich)